

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.148/4
DU 17 MAI 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 20 avril 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Formalités préalables

Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements régionaux et datées, tout comme la demande d'avis, du 19 avril 2010.

.../...

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de veiller au complet accomplissement de cette formalité préalable.

Conformité au droit européen

L'article 10, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, dispose :

"3. Avec effet à partir du 1^{er} janvier 2011, et du 1^{er} janvier 2012 dans le cas des véhicules de catégorie N1, classes II et III, et de catégorie N2 et des véhicules conçus pour satisfaire à des besoins sociaux spécifiques, les autorités nationales considèrent, dans le cas de nouveaux véhicules qui ne sont pas conformes au présent règlement et à ses mesures d'exécution, en particulier aux annexes, à l'exception des valeurs limites d'émission Euro 6 prévues à l'annexe I, tableau 2, que les certificats de conformité ne sont plus valides aux fins de l'article 7, paragraphe 1, de la directive 70/156/CEE et, pour des motifs relatifs aux émissions ou à la consommation de carburant, refusent l'immatriculation et interdisent la vente et l'entrée en service de ces véhicules. Pour le test des émissions au tuyau arrière d'échappement, les valeurs limites applicables aux véhicules conçus pour satisfaire à des besoins sociaux spécifiques sont identiques à celles applicables aux véhicules de catégorie N1, classe III".

Le projet examiné vise à anticiper ces dates du 1^{er} janvier 2011 et du 1^{er} janvier 2012, en les remplaçant par le 1^{er} juillet 2010.

Les dispositions du règlement (CE) n° 715/2007 précité, constituent "des mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur", au sens de l'article 114, paragraphe 1^{er}, TFUE (ex-article 95, TCE).

Le projet examiné dérogeant à une mesure d'harmonisation européenne, celui-ci doit être soumis à l'accord préalable de la Commission européenne, conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'article 114, précité.

Interrogé sur ce point par l'auditeur rapporteur, le fonctionnaire délégué a répondu :

"Het akkoord van de EU Commissie werd inderdaad gevraagd overeenkomstig artikel 114, lid 5 van het Verdrag betreffende de werking van de EU.

Een dergelijk schrijven werd overgemaakt aan de EU Commissie via de Permanente Vertegenwoordiging op 9 maart 2010.

Gelet op de termijn van 6 maanden voorzien in artikel 114, lid 5 VWEU, betekent dit aldus dat op het eerste zicht inwerkingtreding niet mogelijk zal zijn op 1 juli 2010.

Echter heeft reeds informeel contact plaatsgevonden met de EU Commissie en bestaat de kans dat de EU Commissie advies uitbrengt vóór 1 juli 2010. Is dit echter niet het geval, dan zal de datum van inwerkingtreding noodzakelijkerwijs worden aangepast".

Le projet examiné ne pourrait, en effet, produire d'effet avant son acceptation par la Commission européenne ou, à défaut de décision de la Commission, avant l'expiration du délai prévu par l'article 114, paragraphe 6, TFUE.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

Le projet examiné ne vise pas à porter exécution au règlement (CE) n/ 715/2007 précité, mais au contraire à déroger aux dates fixées en son article 10, paragraphe 3.

Il convient dès lors de supprimer l'alinéa 1^{er} du préambule, qui le vise.

Les rapports existant entre la réglementation européenne et le projet pourront par contre, si son auteur le souhaite, faire l'objet de considérants ou être exposés dans un rapport au Roi.

.../...

Alinéas 2 et 3

Il n'y a lieu de viser, au préambule du projet, ni la directive 2005/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 septembre 2005 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants et de particules polluantes provenant des moteurs à allumage par compression destinés à la propulsion des véhicules et les émissions de gaz polluants provenant des moteurs à allumage commandé fonctionnant au gaz naturel ou au gaz de pétrole liquéfié et destinés à la propulsion des véhicules, ni la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe, lesquelles ne constituent pas le fondement légal du projet.

Les alinéas 2 et 3 du préambule seront par conséquent omis.

Alinéas 8 et 9

L'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Secrétaire d'État au Budget, visés aux alinéas 8 et 9 du préambule, ne figurent toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Le projet examiné ne semblant pas présenter d'impact budgétaire pour l'Autorité fédérale, l'obtention de ces avis et accord ne semble toutefois pas obligatoire.

Les alinéas 8 et 9 du préambule peuvent donc être soit omis, soit maintenus s'ils ont effectivement été obtenus.

DispositifArticle 1^{er}

1. L'article 39, § 3, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, a été

.../...

remplacé (et non modifié) par l'arrêté royal du 17 février 1995. Il n'y a donc plus lieu de viser, dans le membre de phrase liminaire de l'article 1^{er} du projet, l'arrêté royal du 12 décembre 1975 qui l'a inséré (et non modifié).

L'article 1^{er} du projet sera modifié sur ce point.

2. Dans la version française de l'article 39, § 3, 6, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité (article 1^{er} du projet), les termes "enregistrement" et "interdit" doivent être remplacés par les mots "immatriculation" et "interdite".

Article 2

Il est renvoyé à l'observation générale relative à la conformité au droit européen.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.148/4
VAN 17 MEI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 20 april 2010 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen bij de totstandkoming van het ontwerp betrokken worden.

Het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, bevat echter alleen de kopieën van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gericht en die, net als de adviesaanvraag, van 19 april 2010 dagtekenen.

.../...

De steller van het ontwerp moet er dus op toezien dat dit voorafgaande vormvereiste volledig wordt vervuld.

Overeenstemming met het Europese recht

Artikel 10, lid 3, van verordening (EG) nr. 715/2007 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2007 betreffende de typegoedkeuring van motorvoertuigen met betrekking tot emissies van lichte personen- en bedrijfsvoertuigen (Euro 5 en Euro 6) en de toegang tot reparatie- en onderhoudsinformatie bepaalt :

"3. Met ingang van 1 januari 2011, en met ingang van 1 januari 2012 voor categorie N1-, klassen II en III, en categorie N2-voertuigen en voertuigen voor specifieke sociale behoeften, beschouwen de lidstaten certificaten van overeenstemming van nieuwe voertuigen die niet aan deze verordening en de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen, en in het bijzonder aan de bijlagen met uitzondering van de in tabel 2 van bijlage I vermelde Euro 6-grenswaarden, voldoen, als niet meer geldig voor de toepassing van artikel 7, lid 1, van Richtlijn 70/156/EEG en verbieden zij de registratie, de verkoop of het in het verkeer brengen van dergelijke voertuigen om redenen die verband houden met de emissies of het brandstofverbruik. Bij de uitlaatemissiestest gelden voor voertuigen voor specifieke sociale behoeften dezelfde grenswaarden als voor voertuigen van categorie N1, klasse III".

Het voorliggende ontwerp strekt ertoe op die data van 1 januari 2011 en 1 januari 2012 vooruit te lopen door ze te vervangen door 1 juli 2010.

De bepalingen van de voormelde verordening (EG) nr. 715/2007 zijn "maatregelen (...) inzake de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten die de instelling en de werking van de interne markt betreffen" in de zin van artikel 114, lid 1, VWEU (oud artikel 95 VEG).

Aangezien het voorliggende ontwerp afwijkt van een Europese harmonisatiemaatregel, moet het overeenkomstig de leden 5 en 6 van het voormelde artikel 114 vooraf ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Europese Commissie.

Op een vraag van de auditeur-rapporteur daaromtrent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Het akkoord van de EU Commissie werd inderdaad gevraagd overeenkomstig artikel 114, lid 5, van het Verdrag betreffende de werking van de EU.

Een dergelijk schrijven werd overgemaakt aan de EU Commissie via de Permanente Vertegenwoordiging op 9 maart 2010.

Gelet op de termijn van 6 maanden voorzien in artikel 114, lid 5 VWEU, betekent dit aldus dat op het eerste zicht inwerkingtreding niet mogelijk zal zijn op 1 juli 2010.

Echter heeft reeds informeel contact plaatsgevonden met de EU Commissie en bestaat de kans dat de EU Commissie advies uitbrengt vóór 1 juli 2010. Is dit echter niet het geval, dan zal de datum van inwerkingtreding noodzakelijkerwijs worden aangepast".

Het voorliggende ontwerp kan immers geen uitwerking hebben voordat het door de Europese Commissie is goedgekeurd of, bij ontstentenis van een besluit van de Commissie, voordat de termijn voorgeschreven bij artikel 114, lid 6, VWEU is verstreken.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Het onderzochte ontwerp strekt niet tot uitvoering van de voornoemde verordening (EG) nr. 715/2007. Het beoogt daarentegen wel af te wijken van de data die vastgelegd zijn in artikel 10, lid 3, ervan.

Het eerste lid van de aanhef, dat ernaar verwijst, behoort dan ook te vervallen.

Indien de steller van het ontwerp het wenst, kunnen de verbanden tussen de Europese regelgeving en het ontwerp evenwel toegelicht worden in overwegingen of in een verslag aan de Koning.

.../...

Tweede en derde lid

In de aanhef van het ontwerp behoort niet verwezen te worden naar richtlijn 2005/55/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 september 2005 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lidstaten met betrekking tot maatregelen tegen de emissie van verontreinigende gassen en deeltjes door voertuigmotoren met compressieontsteking en de emissie van verontreinigende gassen door op aardgas of vloeibaar petroleumgas lopende voertuigmotoren met elektrische ontsteking, noch naar richtlijn 2008/50/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2008 betreffende de luchtkwaliteit en schonere lucht voor Europa, die niet de rechtsgrond vormen van het ontwerp.

Het tweede en derde lid van de aanhef dienen bijgevolg te vervallen.

Achtste en negende lid

Het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting, waarvan sprake in het achtste en negende lid van de aanhef, zitten evenwel niet in het dossier bij de adviesaanvraag.

Aangezien het onderzochte ontwerp geen gevolgen lijkt te hebben voor de begroting van de federale overheid, lijken dat advies en die akkoordbevinding evenwel niet verplicht.

Het achtste en negende lid van de aanhef mogen dus worden weggelaten, of behouden blijven indien dat advies en die akkoordbevinding daadwerkelijk voorhanden zijn.

Dispositief

Artikel 1

1. Artikel 39, § 3, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, is vervangen (en niet gewijzigd) bij het koninklijk besluit van 17 februari 1995. In de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp behoort derhalve niet meer verwezen te worden naar het koninklijk besluit van 12 december 1975, dat het ingevoegd (en niet gewijzigd) heeft.

Artikel 1 van het ontwerp moet in dat verband gewijzigd worden.

2. In de Franse versie van het ontworpen artikel 39, § 3, 6, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 (artikel 1 van het ontwerp), moeten de woorden "enregistrement" en "interdit" vervangen worden door de woorden "immatriculation" en "interdite". In de Nederlandse tekst moet het woord "registratie" vervangen worden door het woord "inschrijving".

Artikel 2

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking betreffende de overeenstemming met het Europese recht.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY